



**LIBREVILLE, 5 avril (Infosplusgabon) - L'ancien candidat à l'élection présidentielle de 2016, Dieudonné Minlama Mintogo, a fait une déclaration dans laquelle il réagissait sur l'ouverture du Dialogue National inclusif initié par le Comité de la Transition pour la restauration des institutions (CTRI) le 2 avril 2024. Tout en félicitant les initiateurs de ces journées de réflexion, qui vise à doter le pays d'une nouvelle Constitution, M. MINLAMA MINTOGO a tout de même souligné que "l'homme qui détient le pouvoir ne doit pas être jugé par ses paroles mais par ses actes".**

Se réjouissant en outre de la présence à l'ouverture de ce dialogue "d'un Gabon digne d'envie", du Président centrafricain également Président en exercice de la CEMAC et facilitateur pour le compte de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Faustin-Archange Touadera, l'homme politique gabonais, M. Minlama Mintogo s'est réjoui des différentes interventions et souhaite, comparant le passé, que les mêmes causes élaborées lors des grandes réunions ne produisent pas les mêmes effets..

Les Gabonais aspirent à des élections libres et transparentes et M. Milama souhaite que le peuple gabonais puisse "dessiner les contours d'une Commission vérité, Justice, Pardon et Réconciliation, afin de solder le lourd passif d'injustice, de violence, d'exclusion, de peur, d'abus". Selon lui, les victimes doivent être indemnisés.

Un autre aspect et non des moindres, selon Dieudonné Minlama Mintogo, est de définir de façon "objective et courageuse" le rôle des forces de défense et de sécurité dans le dispositif

démocratique du Gabon.

L'homme politique avisé invite, sans détour, les organisateurs et participants au Dialogue national à réfléchir sur les points énoncés ci-dessus au risque d'organiser un dialogue de plus, et donc sans finalité réelle.

FIN/INFOSPLUSGABON/TRR/GABON2024

© Copyright Infosplusgabon